



**Club 55 ODASCE**

**Présentation Bureau E3**

**Les nouveaux outils de la Douane au service des entreprises**

**19 Juin 2015**

**Pascal PIQUOT**

**Adjoint au chef de bureau**



**I/ L'avant dédouanement : AS et DELTA P**

**II/ Les téléprocédures de dédouanement : DELTA**

**III/ Le transit : NSTI**



**IV/ SOPRANO**

**V/ ECS**

**VI / Le dédouanement centralisé national**

**VII/ Le Code des douanes de l'Union**





Les évolutions du commerce international replacent la douane économique au cœur des politiques de compétitivité



Les outils proposés par la douane agissent à la fois sur la compétitivité prix et hors prix

Ils favorisent les importations et les exportations

## I/ L'avant dédouanement



# Présentation en douane

Départ  
pays tiers

Arrivée territoire UE

Déchargement

Lieu de destination finale

Transporteur  
ou son  
représentant

Transporteur actif  
ou son  
représentant

Transporteur  
ou son  
représentant

Importateur ou  
commissionnaire en douane

1

2

3

5

**Déclaration  
sommaire  
d'entrée (ENS)**

**Notification d'arrivée  
du moyen de transport  
au premier  
point d'entrée dans l'UE**

**Notification  
de déchargement  
des marchandises**

Destination douanière

Manutentionnaire

4

Dépôt temporaire

5

## Actualité E3 – L'avant dédouanement : ICS, le dispositif actuel

- Règlement 648/2005 du Parlement européen et du Conseil et règlement 1875/2006 de la Commission : Amendement sûreté-sécurité.

- Les opérateurs (des transporteurs, dans la majorité des cas) ont l'obligation d'envoyer par voie électronique aux autorités compétentes du premier point d'entrée dans l'UE, une « **déclaration sommaire d'entrée** » contenant des données sûreté-sécurité dans des délais variant selon le mode de transport (maritime, aérien, routier, ferroviaire) et le type de flux (longue ou courte distance, court ou long courrier). Les ENS font l'objet d'une analyse de risque sûreté/sécurité, conduisant, le cas échéant, à l'exécution de contrôles ciblés.

- 3 cellules de levée de doute: 2 maritimes ( le Havre et Marseille), 1 aérienne (Roissy).

**=> La France est au 3ème rang européen derrière UK et DE 7,2 millions d'ENS en 2014 dont 1,2 million pour le vecteur maritime et 6 millions pour l'aérien. 85% déposées à Roissy, dont 70% concernent du fret express**

## Actualité E3 – L'avant dédouanement : la déclaration sommaire de dépôt temporaire anticipée

- Quand la France est pays subséquent (la marchandise est entrée par un autre État membre), les autorités douanières françaises ne reçoivent que les ENS à risque ciblés par le pays d'entrée dans l'UE et les contrôles sont prescrits par le premier point d'entrée, le cas échéant (risque C).

- Evolution nationale : **la déclaration sommaire de dépôt temporaire anticipée (DSDT anticipée : 15/09/15).**

- Elle est transmise par les opérateurs au plus tard au moment de la présentation en douane de la marchandise à l'automate de sûreté afin **d'appréhender l'ensemble des flux destinés au marché français (et non pas seulement les ENS à risques).**

- Elle est composée des mêmes données que l'ENS + 4 données supplémentaires (le n° de l'autorisation de dépôt temporaire, la localisation des marchandises, le statut douanier et le code du bureau de déchargement).

- Elle fera l'objet d'une analyse de risque nationale sûreté et sécurité (travaux en cours à la sous direction D).

# Interaction douane et Cargo community system, au service de la logistique portuaire et aéroportuaire

**2013** : pilotage de travaux relatifs à l'ouverture du CCS AP+ aux chargeurs par la DG à la demande du ministre du commerce extérieur.

**2014** : création du « menu chargeur » dans AP+ permettant le suivi des marchandises par les chargeurs sur la plate-forme portuaire jusque dans leurs locaux (deux pilotes : IKEA/MONOPRIX).

**2015** : développement du CCS unique portuaire dans la perspective du CDU par la SOGYP (SOGET+MGI) en collaboration avec la DGDDI et l'ensemble des communautés portuaires, des chargeurs et des autorités portuaires.

Travaux pour la création de la **fonction « Suivi des marchandises » dans le CCS aérien CIN** dont le but est de réaliser une réelle traçabilité des marchandises sur les plates-formes aéroportuaires.

**Projet e-freight** : dématérialisation de la lettre de transport aérien via le CCS CIN avec mise en place de pilotes (export/import ) à Roissy.



## **II/ Les téléprocédures de dédouanement**



# Actualité E3 – Les 3 téléprocédures de dédouanement DELTA (déclaration en ligne par traitement automatisé)

## - Le dédouanement en un temps (une seule déclaration) :

- Téléprocédure Delta C (commun) sur la base d'une seule déclaration (DAU) au moment de l'arrivée (ou du départ) des marchandises;
- Dédouanement au bureau ou dans les installations du bénéficiaire;
- Plus de 6 millions de déclarations en 2014 dont 65% à l'exportation.

## - Le dédouanement en deux temps :

- Téléprocédure Delta D (domicilié) avec deux déclarations : une déclaration simplifiée au moment du flux physique complétée d'une déclaration de régularisation en fin de période de globalisation;
- Dédouanement dans les installations du bénéficiaire;
- Plus de 3 millions de déclarations en 2014 dont 60% à l'exportation.

# Actualité E3 – Les 3 téléprocédures de dédouanement DELTA

## - Le dédouanement des envois express et postaux :

- A l'importation;
- Téléprocédure Delta X (eXpress) en un ou deux temps;
- Dédouanement au bureau;
- 6,4 millions de déclarations en 2014 dont 60 % d'envois de valeur négligeable ( < 22 €).
- **A l'exportation, mandat politique donné par le Président de la République dans le cadre du conseil stratégique de l'attractivité ( travail avec les utilisateurs, recueil des besoins, adaptation de l'outil aux contraintes d'une chaîne logistique intégrée de bout en bout).**

### DELTA G

« Fusion » de Delta C et  
Delta D pour les  
services uniquement



- Interface unique  
reprenant toutes les  
déclarations
- Alignement des  
fonctionnalités dans un  
Delta commun

### DELTA X

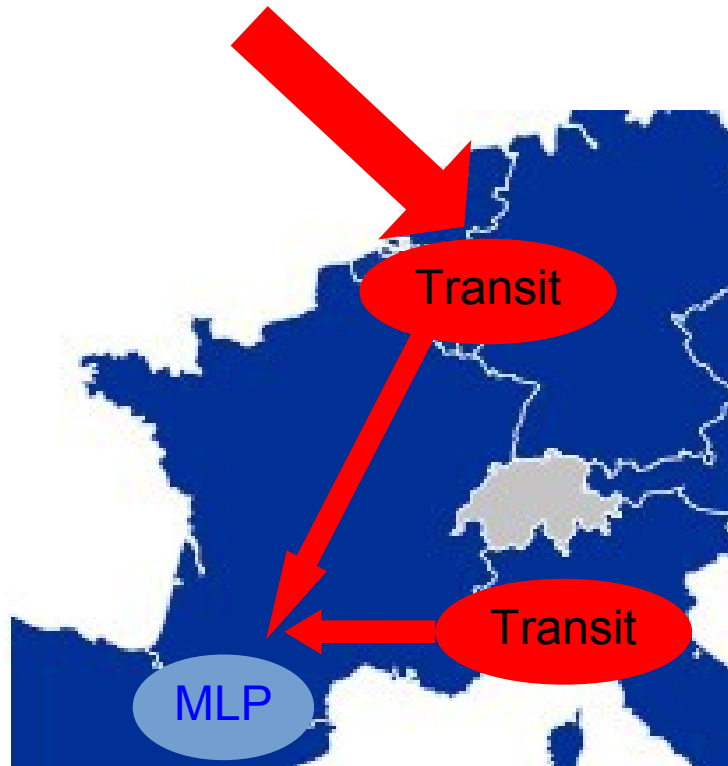
*A l'exportation :*  
Développement de  
l'applcatif pour les flux  
postaux et express à  
l'exportation

*A l'importation :*  
Optimisation de  
l'applcatif existant  
(volumétrie, sûreté-  
sécurité)

### III/ Le Transit



# Principes du transit en France



- effet suspensif des droits et taxes
- report des formalités de dédouanement
- intérêt du transit :
  - **opérateur** : report dans le temps des formalités douanières, report dans le temps du paiement des droits et taxes
  - **douane** : diffusion du trafic
- utilisation du NSTI depuis 2003 :
  - déclaration de transit dématérialisée
  - utilisable 24/24
- plusieurs types de transit :
  - **transit communautaire** (interne ou externe)
  - **transit commun**
  - **TIR**

### Plusieurs régimes de transit

Le régime du transit communautaire permet de faire circuler des marchandises en suspension de droits et taxes et des mesures du commerce extérieur entre deux Etats membres (y compris *via* un pays tiers).

Le transit commun permet de faire circuler des marchandises en suspension de droits et taxes et des mesures du commerce extérieur entre deux parties contractantes (UE-Suisse, Norvège, Islande, Liechtenstein, Turquie). Adhésion de la Macédoine au 1<sup>er</sup> juillet 2015 et possible adhésion de la Serbie fin 2015.

Le régime TIR (transport international routier) permet de faire circuler des marchandises en suspension de droits et taxes et des mesures du commerce extérieur entre ses 69 Parties Contractantes.

### Quelques données statistiques :

1 091 345 mouvements NSTI au départ de France

1 298 547 mouvements NSTI à l'arrivée en France

600 000 mouvements en franco-français.



Deux applicatifs principaux :

- **NSTI → procédure de transit**
- **NSTI – Nouvelle PR → procédure de recherche**

## Réécriture en cours de l'application NSTI :

- **anticipation des possibilités et évolutions du CDU,**
  - **modernisation de l'outil,**
  - **amélioration de ses fonctionnalités, et notamment :**
  - **accès aux facilités offertes par le GUN (imputation des documents d'ordre public)**
  - **dématérialisation des demandes de rectification/invalidation d'une déclaration de transit**
  - **possibilité pour l'opérateur de joindre une facture ou un document**
  - **transmission dans NSTI des documents électroniques de transport valant déclaration de transit**
- **refonte des schéma EDI**

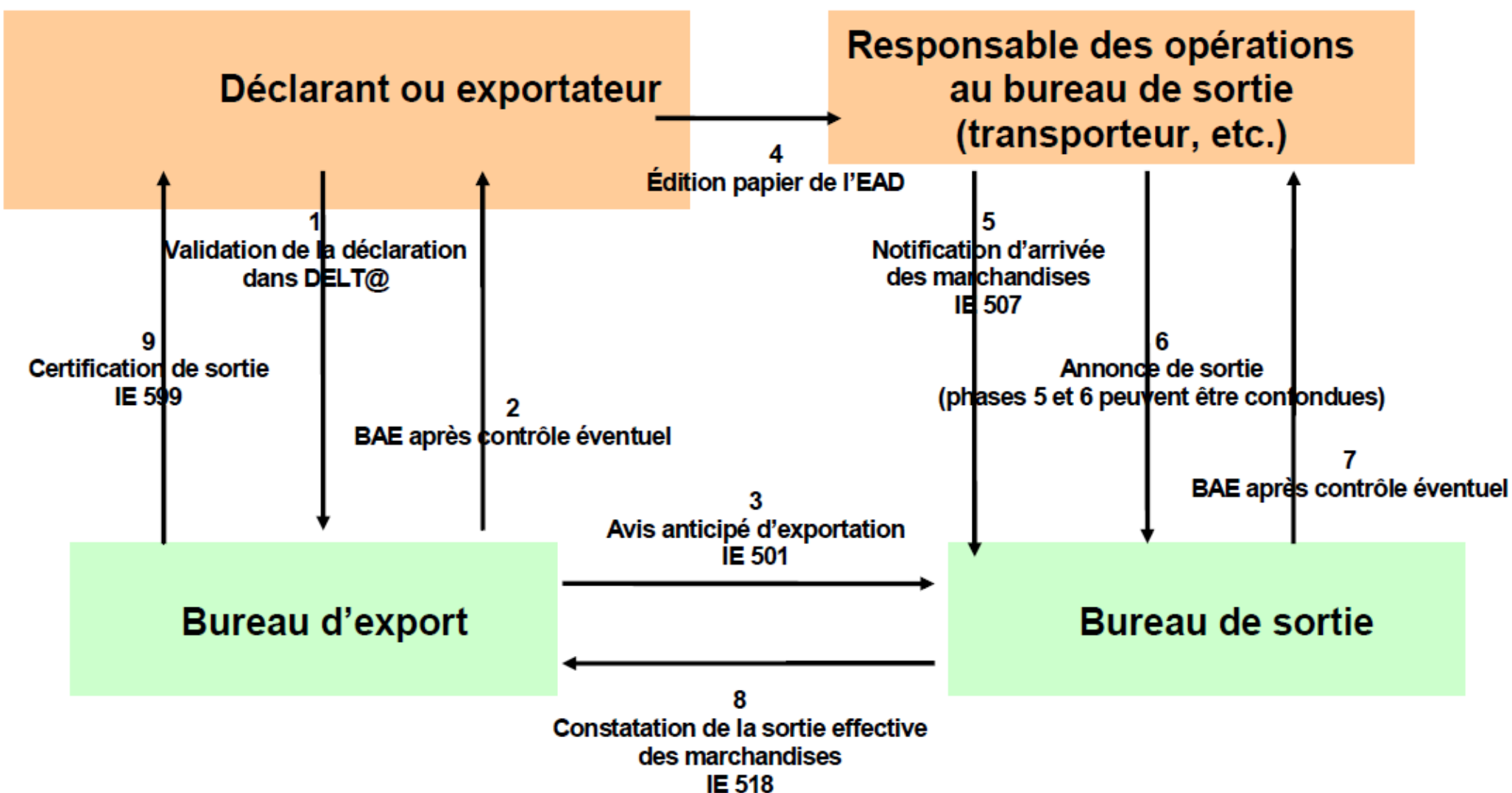
**Mise en production prévue en décembre 2017**





## IV/ EXPORT CONTROL SYSTEM

# Schéma global d'ECS



## **Des résultats très satisfaisants qui sécurisent le droit à exonération de la TVA à l'exportation**

**6 500 000 exportations *via* ECS au départ de France**

**Un taux de retour aux environs de 95 % pour les sorties par les points de sortie français : 9 mouvements sur 10 sont clôturés entièrement par la voie électronique et un délai de sortie moyen de 9 jours grâce à l'interface des CCS maritimes et aériens (AP+, CIN, Airport +) avec le système douanier ;**

**Un taux de retour nettement inférieur pour les sorties par les points de sortie situés dans les autres EM et un délai de sortie moyen de 16 jours.**

**Ces données doivent être mises en perspective avec la situation avant 2009 : 1 exportation sur 2 ne pouvait pas donner lieu à justification du droit à exonération de la TVA à l'exportation.**

## **Sécuriser les contrats commerciaux**

Une bonne maîtrise de la chaîne logistique par la sécurisation des contrats commerciaux pour garantir le retour du résultat de sortie et la certification de sortie

## **Suivre ses opérations d'exportation**

Il appartient à l'exportateur et son déclarant de suivre ses opérations d'exportation et veiller au retour de la certification de sortie.

## **Apurement automatique des DAE**

La DGDDI a interfacé EMCS/GAMMA et les outils de dédouanement pour permettre l'apurement automatique des DAE dès la certification de sortie des marchandises dans Delta

## **VI/ SOPRANO**



SOPRANO est un service totalement gratuit pour les opérateurs leur permettant via PRODOUANE de :

- Renseigner en ligne leur demande d'autorisation de régimes économiques/destination particulière, de RTC et de suivi de la certification OEA. A cet effet, ils disposent d'outils d'aide au renseignement (ex.la fonction brouillon) ;
- gérer une demande d'intervention (DPI)
- suivre le traitement de leur dossier par la douane et l'après autorisation ( ex audit de suivi OEA);
- échanger avec la douane (file de discussion) ;
- visualiser et d'imprimer les autorisations qui leur ont été délivrées ;
- renseigner en ligne des demandes d'avenant à leurs autorisations en cours de validité (hors OEA) ;
- demander en ligne le renouvellement de leurs autorisations expirées.

## **VI/ Le Dédouanement Centralisé national**



# Actualité – le dédouanement centralisé national

Travaux de cadrage à la direction générale de septembre 2014 à février 2015 :

## Enjeux :



- S'adapter aux évolutions réglementaires de l'UE
- Poursuivre la simplification des procédures en offrant aux opérateurs qui le souhaitent un point de contact unique pour leurs opérations de dédouanement
- Fluidifier et réduire les coûts des opérations de dédouanement



## Définition :

Le dédouanement centralisé dissocie les flux déclaratifs et documentaires des flux physiques des marchandises

Base juridique : article 179.1 al 2 CDU (simplification).

Une personne pourra déposer en France auprès d'un bureau de douane une déclaration concernant des marchandises présentées auprès d'un autre bureau de douane français.



# Actualité – le dédouanement centralisé national

## Périmètre :

- Le DC national ne sera pas soumis à autorisation.
- Il sera ouvert aux opérateurs non OEA. Toutefois, il restera attaché au statut OEA pour les grandes plateformes portuaires et aéroportuaires.
- Le dédouanement centralisé s'appliquera à l'import et à l'export, à tous les types de déclaration en douane et à toutes les marchandises.

# Actualité – le dédouanement centralisé national

## Méthodologie :

- Gérer l'existant : mise en conformité des procédures de domiciliation unique (PDU) avec le modèle du dédouanement centralisé national en mai 2016.

Le bureau de domiciliation devient le bureau de déclaration qui traite les déclarations en douane et octroie ou non la mainlevée des marchandises.

Le bureau de rattachement devient le bureau de présentation où sont présentées physiquement les marchandises.

Avec de nouvelles répartitions de tâches.

- Résoudre les difficultés :
  - permettre la bascule de toutes les PDU
  - critères les plus ouverts possibles pour permettre à de nouveaux opérateurs ne disposant pas de PDU d'intégrer le dédouanement centralisé.

## VII/ Le Code des douanes de l'Union



# Actualité E3 - Le Code des douanes de l'Union (CDU)

## Les objectifs de la rédaction d'un nouveau Code :

- **Changements réglementaires** au niveau de l'UE (Traité de Lisbonne) et au niveau international (évolutions en matière de sûreté/sécurité par exemple);
- **Rationalisation** des procédures douanières pour faciliter à la fois les échanges et les contrôles ;
- .
- Développement du recours aux **systèmes électroniques**.
- Impact sur l'ensemble des outils : présentation, dédouanement

Réglementation européenne actuelle applicable, deux textes centraux :

- Le code des douanes communautaire (CDC)
- Les dispositions d'application du code des douanes (DAC)

Réglementation future :

- Le code des douanes de l'Union (CDU) adopté en 2013.
- Des actes délégués et des actes d'exécution (AD/AE) - remplaceront les DAC actuelles.

# Actualité E3 - Le CDU, de l'adoption des textes à leur entrée en application : un calendrier serré



**Entrée en vigueur du CDU**

30 octobre 2013

**Deux cycles de révision des AD - AE**  
2014+réunions janvier-février 2015

**Adoption prévue des AD-AE  
+ transition juridique (titre IX)**  
2015

**Entrée en vigueur prévue des AD-AE**  
2015

**Entrée en application du CDU  
+ transition juridique (titre IX)**  
**1<sup>er</sup> mai 2016**

**Programme de travail CDU**  
(adopté le 29 avril 2014)

**Acte délégué transitoire IT**  
(travaux sur 2015)

**Mise en conformité de nos SI**  
**31 décembre 2020**



## Actualité E3 – Suite des travaux autour du CDU

- Au niveau national et européen, **se préparer dès aujourd'hui aux évolutions prévues par le CDU et ses AD/AE** : mise en place de chantiers informatique, métier et réglementaire.

- Dès l'entrée en application du CDU, des **dispositions transitoires** seront mises en place :

- **Transition juridique** afin de permettre une mise en conformité progressive des différentes autorisations pendant une période transitoire qui devrait se terminer en mai 2019.
- **Transition informatique** : poursuite des chantiers informatiques qui devra aboutir en décembre 2020 à une application pleine et entière du code et ses textes d'application.





Merci de votre attention